

Peuplement et monde réel : Plaidoyer pour un nouveau paradigme de l'aide

Jean-Marie Cour⁹⁰

L'Aide Publique au Développement est en crise, et les initiatives récentes sont peu susceptibles de déboucher sur un véritable renouveau de l'approche de l'aide et sur une augmentation substantielle des moyens qui lui sont consacrés. C'est en effet de notre temps que l'essentiel du peuplement de la planète se met en place, à un rythme sans équivalent dans l'histoire. Gérer ce processus de peuplement mieux qu'on ne l'a fait dans le passé est une condition sine qua non du développement durable. C'est parce que les règles du jeu de l'économie monde ont été conçues par des pays où les problèmes posés par le peuplement ne se posent plus qu'elles ne sont pas adaptées à la situation de la plupart des pays en développement. Il faut changer de paradigme. Cette note propose une grille de lecture des problèmes et des perspectives des pays en voie de peuplement redonnant au facteur peuplement le rôle central. Cette grille de lecture, illustrée sur le cas de l'Afrique de l'ouest, intègre, dans le temps long, les quatre dimensions que sont la dynamique démographique, l'occupation de l'espace, la transformation économique et l'ouverture au monde, et la dynamique politique et sociale.

⁹⁰ Jean Marie Cour est économiste et ingénieur général des Ponts et Chaussées.

De quoi s'agit-il ? Où est le problème ?

En introduction à la conférence AFD-EUDN de novembre 2004, Jan Gunning commençait ainsi son exposé intitulé « Why give aid? » (Gunning, 2005) : « *Once upon a time (at least a quarter of a century ago) life in the world of development assistance seemed uncomplicated: there was very little agonising over the rationale for aid.. The welfare of developing countries seemed sufficient justification for aid, for it was widely accepted that development required a combination of external investment finance and technical assistance. Since then, this self-confidence of the aid community has evaporated: the rationale for aid has ceased to be self-evident. Aid fatigue set in when it appeared*

that in many poor countries there was very little progress ».

En un demi siècle, les bailleurs de fonds ont en effet tout essayé, en promettant à chaque changement de cap qu'ils tenaient enfin la clef du problème. De la priorité aux infrastructures caractéristique des débuts de la Banque mondiale, on est passé à l'industrialisation, puis à l'équipement urbain, accusé d'être responsable du « biais urbain », puis à l'agriculture et au « biais rural », à l'ajustement structurel, à la décentralisation, à la démocratisation et à la gouvernance, à la compétitivité sur les marchés mondiaux, à la protection de l'environnement et au développement durable, à la lutte contre la pauvreté mise à toutes les sauces, aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont on escompte une relégitimation de

l'aide, et enfin aux Biens Publics Mondiaux censés faire émerger de nouvelles sources de financement.

Pourquoi ces sentiments d'échecs à répétition ?

Si l'Afrique a progressé depuis les années 1960, sommes nous incapables de nous en rendre compte ? Si l'aide a vraiment échoué, est-ce à cause du manque de professionnalisme des africains? Ou bien est-ce l'approche qui est inadéquate ? Chaque nouvelle mode a apporté son surcroît de sophistication qui atteint aujourd'hui des sommets invraisemblables dans les études sur la profondeur de la pauvreté et sur le différentiel de ciblage entre les pauvres et les non pauvres. Et tout cela pour conclure, après quelques milliers de pages de calcul : « *it is often neither clear what the diagnosis of the poverty problem is, nor whether aid is the best medicine* » (Gunning, ibidem).

Tous ces états d'âme et ces tergiversations des agences d'aide n'ont certainement pas facilité la tâche des pays en voie de peuplement, qui doivent faire face à un défi redoutable et sans égal dans l'histoire de l'humanité : en Afrique, la population totale aura décuplé et la population urbaine multipliée par cent en un siècle ; au Vietnam, la population totale aura été multipliée par six et la population urbaine par cinquante.

L'énormité et la rapidité de cette transformation du peuplement ne peut passer inaperçue. Le bon sens commande d'observer avec soin le phénomène, de se demander comment les sociétés, les économies et les institutions locales peuvent s'en accommoder, et de s'inquiéter de ce que les pays déjà peuplés devraient faire ou ne pas faire pour faciliter la tâche des pays qui sont encore en voie de peuplement.

A la Banque mondiale, c'est évidemment le département en charge du « secteur urbain » qui est le plus sensible à ces questions, puisqu'il lui faut lutter pour ne pas disparaître faute de budget. Écoutons donc ce que dit Christine Kessides dans le rapport intitulé « The Contributions of Urban Development to Economic Growth and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa », dont l'objectif affiché est de convaincre les autres secteurs de consacrer davantage de ressources à l'urbain : en Afrique sub-saharienne, les villes sont à l'origine de plus de 80 % de la croissance économique⁹¹ ; plus de 80 % des créations d'emploi sont le fait du secteur informel⁹² ; et l'urbanisation est l'un des

⁹¹ *Growth of value added in most Sub-Saharan African countries, as in other regions, has overwhelmingly (80-90 percent) derived from secondary and tertiary production, which is mainly urban-based.*

⁹² *The main story of production and growth especially in Sub-Saharan Africa, and in many other developing and*

principaux moteurs de la modernisation de l'agriculture et de la croissance des revenus en milieu rural⁹³.

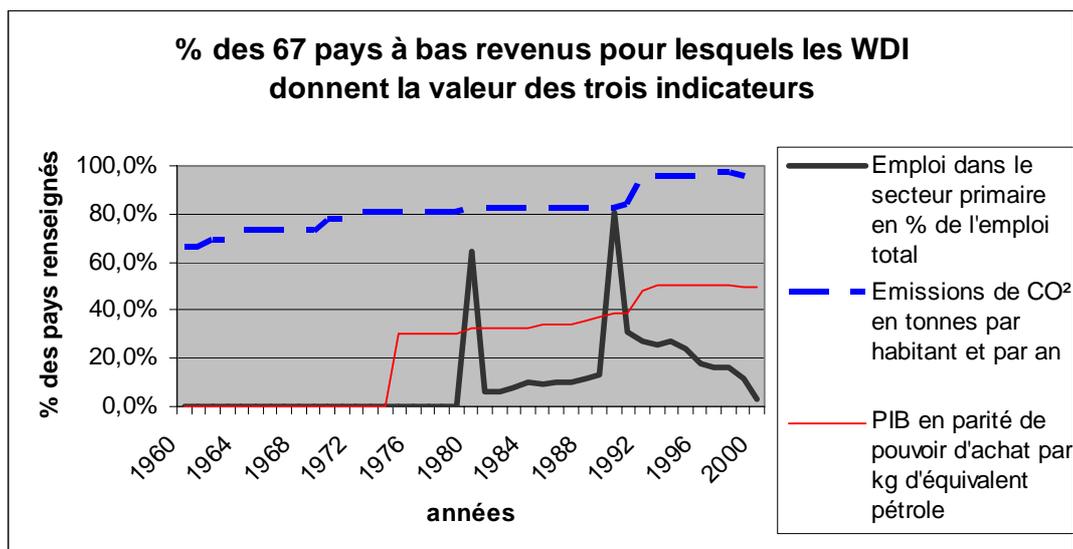
Ce discours serait difficilement passé il y a dix ans. Aujourd'hui, il ne choque plus vraiment. Mais aucune donnée sérieuse ne vient étayer ces affirmations. Rien ne dit que les stratégies et les politiques s'inspirent de ces chiffres. Et rien n'indique que l'on se préoccupe de la façon dont le processus de peuplement réagit aux aléas de la conjoncture, ou aux règles du jeu de l'économie mondiale que les pays riches et déjà peuplés imposent au reste de la planète.

Que sait-on du processus de peuplement en Afrique sub-saharienne ? L'intervalle théorique de dix ans – déjà beaucoup trop long – entre deux recensements successifs de la population est de moins en moins respecté (le dernier recensement du Cameroun date de 1987 !). Et ces recensements qui fournissent tous les détails sur les matériaux de couverture des maisons et sur les types de latrines ne donnent aucune indication précise sur le processus d'agglomération et d'urbanisation.

L'une des implications majeures de la transition démographique est le passage de l'autosuffisance locale à l'économie de marché. De quels indicateurs dispose-t-on pour suivre le processus de division du travail entre producteurs et consommateurs de denrées alimentaires ? Les *World Development Indicators* (WDI) de la Banque mondiale, qui comportent pourtant 575 variables, ne fournissent plus de mesure de l'emploi non agricole que pour dix pour cent des pays les moins avancés. Si cet indicateur disparaît des WDI, c'est sans doute qu'il est jugé sans intérêt, comparé aux sujets du jour tels que les émissions de CO² et la consommation d'énergie.

transition countries, is in the informal economy. The informal economy workforce is estimated to account for 78 percent of non-agricultural employment in Africa, 93 percent of all new jobs created, and 61 percent of urban employment.

⁹³ *The conditions...to bring the rural poor out of poverty are overwhelmingly associated with increasing rural-urban interactions. In more dense rural areas with towns, credit markets are more apt to exist, and land more likely to qualify for collateral. Higher farmgate prices associated with better roads and proximity to urban markets, and more opportunities for spreading risk, encourage higher-input agriculture. This in turn leads to greater value produced per unit area and generally to more off-farm jobs.*



Que sait-on de la contribution des villes et du milieu urbain à l'économie nationale ? Si l'on se réfère aux comptes nationaux, la réponse est : rien, puisque aucune estimation du PIB urbain n'est fournie⁹⁴. Qu'on ne prétende pas que cette mesure du PIB urbain est impossible : les WDI fournissent bien, avec six chiffres après la virgule, la quantité de CO² produite par habitant et ce depuis les années 1960, et pour la quasi-totalité des pays les moins avancés. La vraie raison est que les modèles macro-économiques courants n'ont pas besoin pour fonctionner de cette information sur la contribution des villes au PIB. Ils ne font pas la distinction entre milieu aggloméré et milieu diffus, et ne font pas intervenir la taille ni la densité du pays considéré, ni même sa population totale (sauf pour calculer des ratios par tête) ni le taux de croissance de cette population.

Quant à la contribution du secteur informel à l'économie urbaine et au PIB, elle restait sauf cas particulier et avant le lancement du programme PARSTAT d'AFRISTAT en 2002 du domaine des supputations⁹⁵. Les essais de quantification dont on

⁹⁴ Bien que traitant de la contribution des villes au développement, le rapport cité doit se contenter de cette évaluation pour le moins approximative : « A very rough approximation of the contribution of the urban-based activities to the national economy can be made from the secondary and tertiary sectors ».

⁹⁵ Cf Jacques Charmes (2000) : « At the beginning of the 60s, national accountants had to compile the few available data and to make the numerous assumptions necessary to the estimation of the then-called "traditional sector" without which the GDPs of most newly independent African countries would have been reduced to a tiny figure... Once the estimates have been prepared for a base year, there remains the problem of the variation from one year to the other. The least that can be said is that the national accountants generally have been

disposait avant 2002 conduisaient à des résultats incohérents. Ainsi, pour les 14 pays africains pour lesquels des estimations de la valeur ajoutée informelle ont été tentées à l'échelle nationale, le rapprochement avec les données sur la population et le PIB conduit à cette conclusion surprenante : la valeur ajoutée par habitant informel, mesurée en parité de pouvoir d'achat aussi bien qu'en valeur, varierait de un à dix entre la Mauritanie et le Niger, et celle du Bénin serait de moins du quart de celle du Burkina Faso. De tels écarts de productivité informelle entre ces pays dont les quartiers populaires sont si semblables interpellent.

On verra que les enquêtes 1-2-3 du programme PARSTAT qui portait sur les capitales des pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) conduisent à des écarts de productivité en valeur courante plus modérés, de 1 à 5 entre Niamey et Abidjan. Mesurées en parité de pouvoir d'achat, les productivités informelles résultant de ces enquêtes 1-2-3 ne varient que du simple au double entre Niamey d'une part, et Bamako et Abidjan d'autre part, ce qui semble plausible.

Ce programme PARSTAT avait pour objectif de mettre au point une méthode d'évaluation du rôle du secteur informel. Si les dépenses des ménages informels commencent à être bien cernées, le problème de la mesure des revenus du secteur informel n'est toujours pas entièrement résolu. Pour expliquer les dépenses et compte tenu des transferts, il faudrait majorer les revenus des activités informelles de 30 à 40 % à Lomé, Cotonou

short of imagination: trends in the informal sector have followed population growth for trade and eventually services ».

et Niamey et de 10-15 % Ouagadougou, Bamako et Dakar (voir encadré 1).

De tels écarts sont une constante dans les enquêtes budget consommation de par le monde et si on ne peut théoriquement s'en satisfaire il faut bien « faire avec ».

Encadré 1

Quelques remarques sur les résultats des enquêtes 1-2-3

Les enquêtes 1-2-3 ont été réalisées simultanément et sur la même méthodologie dans les sept capitales des pays de l'UEMOA. En raison de la crise en Côte d'Ivoire, la phase 3 de ces enquêtes qui concerne la dépense des ménages n'a cependant pu être menée à bien à Abidjan.

Grâce à la rigueur et l'unicité et de la méthode suivie et au fait que tous le pays concernés appartiennent à la même zone monétaire, on dispose ainsi de données mieux fondées et plus faciles à comparer que par le passé.

Cependant, le tableau ci-après montre que ces enquêtes 1-2-3, comme toutes les enquêtes comparant revenus et dépenses, sont loin de résoudre le problème de l'adéquation entre les dépenses des ménages informels et les revenus d'activité et de transferts qui ont pu être mesurés sur la base de ces enquêtes, bien que l'on dispose avec 1-2-3 d'un taux de sous évaluation du revenu déclaré. Selon les pays, il faudrait en effet majorer de 10 à 40 % les revenus identifiés pour rendre compte de la consommation des ménages dont le chef de ménage n'appartient pas au secteur formel public ou privé.

De même si l'enquête nous montre bien que les Unité de Production Informelle (UPI) sont en terme d'emplois très semblables dans toute l'Afrique de l'Ouest (avec 1,4-1,6 emplois par UPI) il est aussi étonnant de constater que le nombre moyen d'habitants informels par Unité de Production Informelle (UPI) varie de moins de 3 à Cotonou et Lomé à plus de 8 à Niamey en liaison avec la taille moyenne des ménages, et le taux d'activité, qui diffèrent parfois notablement entre les capitales de l'UEMOA.

Quelques ratios du secteur informel des capitales de l'UEMOA en 2002 classées par productivité croissante

Valeurs en 1000 FCFA par habitant par an

Capitale	Niamey	Lomé	Ouaga dougou	Dakar	Cotonou	Bamako	Abidjan
Nombre moyen d'habitants des ménages "informels" et "sans emplois" par UPI	8,2	2,8	4,9	5,4	2,8	3,9	4,1
Taille moyenne des UPI	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6	1,4	1,6
Dépense monétaires par habitant "informel" et "sans emplois" (D)	236	284	211	336	401	295	
Revenus monétaires par habitant "informel" et "sans emplois" (R)	177	231	189	308	298	259	454
Revenus non identifiés en % des revenus identifiés (D-R)/(R)	33%	41%	12%	9%	34%	14%	
Productivité informelle	99	123	173	223	306	330	495
Ratio PIB PPA/PIB \$ en 2001	5,09	6,10	5,20	3,15	2,66	3,39	2,35
Productivité informelle renormée en PPA	504	748	898	702	813	1117	1163

Source : Enquêtes 1-2-3. Nota : La Productivité informelle utilisée ici est égale à la VA informelle divisée par l'ensemble des habitants informels et sans emplois et non à la VA informelle rapportée aux actifs informels.

Pourquoi de telles incertitudes et pourquoi ne nous donnons pas les moyens d'y remédier ? Deux explications sont concevables.

La première serait que les investigations sur le secteur informel n'intéressent que les chercheurs et non les décideurs qui sont chargés d'élaborer et de mettre en œuvre les stratégies et les politiques et qui

doivent rendre des comptes sur leur action. Mais une telle explication est irrecevable, puisque l'on s'accorde à reconnaître que le secteur informel est la source d'activité, d'emploi et de revenu pour 80 % de la population non agricole !

Force est donc de se rabattre sur la deuxième explication : on ne dispose pas d'un cadre d'analyse et de modélisation adéquat dans lequel il serait possible de ranger et de traiter les données sur le secteur informel et d'analyser ses interactions avec le reste de l'économie : **le cadre conceptuel de l'économie du développement serait donc inadéquat, il laisserait de côté 80 % des acteurs.** Ce cadre conceptuel ne s'applique, en vérité, qu'à la partie dite moderne ou formelle de l'activité, la seule pour laquelle il est conçu, alors que cette composante de l'économie est dans la plupart des cas fortement extravertie et n'entretient avec l'économie populaire que des rapports indirects ! Les logiques propres de fonctionnement du secteur informel (priorité bien naturelle au partage de l'activité entre le nombre maximum de personnes, et non à la productivité et à la compétitivité, nécessité absolue de la proximité physique entre la localisation de l'exercice de l'activité et le lieu de résidence,...) sont tout simplement ignorées.

Que sait-on des liens entre dynamiques de peuplement, pauvreté et inégalités ? Les analyses de la pauvreté atteignent des niveaux de sophistication ahurissants. Mais on cherchera en vain comment intervient la variable peuplement (qui rend compte à la fois de la croissance démographique et la redistribution spatiale et socio-économique de la population) dans ces analyses. Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) ne tiennent aucun compte des migrations futures. Cibler les pauvres et aider ces pauvres à rester où ils sont et à continuer à faire ce qu'ils font, ne revient-il pas à encourager l'immobilité ?

La Conférence AFD / EUDN de 2003 sur le thème « Pauvreté, inégalités et croissance : quels enjeux pour l'aide au développement » et celle de 2004 sur le thème : « Aide au développement : pourquoi et comment » fournissent deux exemples frappants de cette ignorance générale du facteur peuplement et,

plus largement, de la nature des transformations considérables qui s'opèrent dans ces pays.

Pourquoi en est-on là aujourd'hui ? Pourquoi un tel décalage entre la réalité sensible et les pratiques des institutions spécialisées dans l'aide au développement ?

L'économie du développement a été pour l'essentiel conçue par des experts formés dans des pays déjà peuplés et équipés, où ces questions de peuplement et d'aménagement n'ont plus beaucoup d'importance. C'est pourquoi elle est à la fois *utopique*, c'est à dire ignorante de la dimension spatiale, *désincarnée*, c'est à dire sans considération des personnes (les agrégats auxquels conduisent les modèles macro-économiques sont pratiquement indépendants de la population et de sa répartition) et « *démostatique* » (le peuplement est considéré comme une donnée plutôt que comme une variable).

La modélisation macro-économique, même dans ses formes les plus complexes, tend à nous faire perdre de vue la nature systémique du développement. La plupart des relations de causalité entre variables que nous prenons en compte dans nos modèles ne sont pertinentes qu'à une certaine échelle géographique, à un certain horizon temporel et à un certain stade de la transition démographique. Il n'est pas du tout exclu qu'elles doivent être inversées si l'on change d'échelle, d'horizon et de contexte.

Reprenons l'exemple du « secteur informel ». Les éléments constitutifs de ce « secteur » sont par nature éminemment flous et changeants, comme le seraient les molécules d'un mélange de gaz au sein d'un réservoir poreux et en déséquilibre de pression et de température. Les économistes qui s'intéressent à ce « secteur » se défendent évidemment de vouloir le formaliser, mais cela ne les empêche pas de faire systématiquement usage de concepts, d'indicateurs, et de relations de causalité qui paraissent si naturels et évidents dans le cas de l'économie formelle. Pourquoi s'obliger à ces distinctions subtiles entre population inactive, population active occupée et chômeurs ? Que penser de l'hypothèse implicite selon laquelle la totalité de la production peut être appréhendée grâce au recensement des Unités de Production Informelles (UPI) et à la mesure de leur activité ? Pourquoi présupposer que le revenu explique la dépense, que l'épargne explique l'investissement et non l'inverse ? Comment peut-on imaginer décrire convenablement le fonctionnement de l'économie informelle en faisant abstraction de la dynamique de peuplement des quartiers populaires et de ses répercussions sur le comportement des acteurs ?

Un autre obstacle important à la compréhension du monde réel est notre aversion pour les déséquilibres et les disparités : si le revenu moyen par habitant urbain est le triple du revenu des ruraux, c'est, pensons-nous, la conséquence de mauvaises politiques et du « biais urbain ». De meilleures politiques (cf. les CSLP, et la croissance « pro-pauvres ») devraient donc rapidement venir à bout de ces déséquilibres regrettables, et les bailleurs de fonds sont maintenant classés en fonction du nombre de personnes qu'ils sont supposés avoir aidées à sortir de la pauvreté⁹⁶. Ce faisant, on refuse d'admettre que les pays en transition démographique sont structurellement et durablement déséquilibrés, et que ces déséquilibres sont l'un des moteurs de la restructuration nécessaire du peuplement.

Enfin, les nécessités de l'action, la programmation par objectif, la rigueur croissante exigée des études d'impact de l'aide nous amènent à découper le monde réel en secteurs (finances, agriculture, transports.) et en milieux (rural, urbain), à multiplier les indicateurs⁹⁷, et à bâtir les institutions et à en calquer les organigrammes sur ces découpages. Le FMI (*Fonds monétaire international*) s'occupe de monnaie et de finance et trouve normal que son conseil d'administration ne comporte que des banquiers et des financiers, mais aucun historien ni géographe ni démographe, la FAO (*Food and Agriculture Organization* des Nations Unies) s'occupe d'agriculture et l'UNCHS (*United Nations Centre for Human Settlement*) des villes. Au sein de la Banque mondiale (et des autres institutions bi et multilatérales), la culture urbaine du personnel des départements agricoles est aussi faible que la culture rurale de ceux des départements en charge du développement urbain.

A ces découpages sectoriels traditionnels, on vient d'en ajouter un nouveau tout aussi redoutable : les habitants sont maintenant répartis en deux catégories : les pauvres (profonds ou légers) et les non pauvres. D'où évidemment la prolifération des experts et des institutions spécialisées dans la pauvreté.

⁹⁶ Cf Collier-Dollar : « *the number of individuals lifted out of poverty by an extra \$ 1 million of aid varies from 350 for Denmark to 200 for the US AID and 150 for the European Commission* ».

⁹⁷ Dans son exposé introductif à la troisième Conférence AFD-EUDN de décembre 2005, William Easterly note que Jeffrey Sachs, auteur d'un rapport à l'ONU de 451 pages plus 3.300 pages d'annexes, propose 449 interventions distinctes pour atteindre les 54 Objectifs du Millénaire pour le Développement

Alors, s'il est vrai qu'il y a un problème, que faire ?

Si je peux me permettre, la première chose à faire serait que chacun se pose les questions suivantes : Quelle place occupe le facteur « peuplement » dans ma façon de concevoir ma mission ? : Quelle vision à moyen et long terme guide mon action ?

Si rien de ce qui est évoqué dans cette note ne vous concerne et si vous ne voyez pas pourquoi il serait opportun de changer de paradigme, inutile d'aller plus loin. Comme dirait David Naudet, arrêtons d'échafauder sans cesse de nouvelles théories et de chercher des problèmes auxquels nous pourrions répondre par nos solutions préconçues (Naudet, 1999).

Dans le cas contraire, sachez qu'un autre cadre conceptuel est concevable et qu'il est possible de se doter d'une autre lecture des transformations en cours dans les pays en voie de peuplement. Le deuxième encadré présente quelques éléments du cadre conceptuel démo-économique et spatial qui a servi de base à l'étude WALTPS (*West African Long-Term Perspectives Study*) de 1995.

C'est ce même cadre conceptuel qui est à la source du modèle démo-économique et spatial dans lequel les relations entre transformation du peuplement et restructuration de l'économie dite « réelle » sont explicitées. On peut avec un tel modèle décrire les transformations sur la longue durée du complexe population-espace-économie changement social et en tirer les conséquences. On peut construire des images cohérentes et réalistes du fonctionnement du « secteur informel » ou plutôt de l'économie populaire et de ses rapports avec l'économie formelle. On peut esquisser des analyses coût bénéfice du processus d'urbanisation et comparer divers scénarios de migrations et de croissance urbaine alternatifs. On peut dire des choses raisonnables et pratiques sur la question des disparités socio-économiques et de la pauvreté. On peut aussi donner un contenu concret à l'étude des interactions ville-hinterland, à la description des économies locales urbano-centrées, et construire des systèmes d'information locaux répondant aux besoins des collectivités locales. Enfin, ce modèle fournit un cadre de contrôle, d'archivage, d'extrapolation et de valorisation de données issues de monographies, d'études sectorielles ou d'enquêtes locales telles celles du programme PARSTAT.

Quelle avalanche d'affirmations sans preuve ! Il vaudrait mieux nous expliquer comment fonctionne cette boîte noire ! Oui, mais la seule façon de le savoir est d'y consacrer du temps de travail personnel. Combien de temps ? Deux

semaines d'étude et de travaux pratiques intensifs, selon l'expérience acquise lors des ateliers de formation Ecoloc. En attendant mieux, le troisième encadré donne un très bref aperçu de la structure des modèles démo-économique utilisés dans le programme Ecoloc⁹⁸.

⁹⁸ Le manuel du programme Ecoloc est disponible sur le site internet du PDM : www.pdm-net.org ou sur celui du Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest : www.oecd.org/sah

Encadré 2

Les idées directrices de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest (WALTPS)

Dans les pays en voie de peuplement, la multiplication par un facteur cinq à dix de la population totale en un siècle et l'ouverture au monde et à l'économie de marché s'accompagnent inévitablement d'une redistribution spatiale et socio-économique de la population. Les manifestations les plus visibles en sont le processus d'agglomération- la population urbaine est appelée à croître d'un facteur cinquante à cent-, la spécialisation et la division du travail, et l'intensification des échanges.

Le peuplement et l'activité tendent à s'organiser en un ensemble de systèmes centrés sur des pôles urbains structurant des hinterlands majoritairement ruraux. La production et les échanges au sein de ces espaces « urbano-centrés » croissent plus vite que dans le reste du pays. Cette concentration de l'activité est source de disparités géographiques croissantes.

Le mécanisme d'ajustement le plus naturel à ces disparités géographiques est la migration des zones marginales vers ces « économies locales » en voie de constitution autour des pôles urbains. Plus ces migrations sont difficiles, plus les disparités de niveau de vie entre régions sont fortes.

Les besoins engendrés par le processus d'agglomération, la spécialisation et l'intensification des échanges au sein de ces espaces denses sont les moteurs de la croissance de la productivité, tant dans le pôle urbain que dans l'hinterland.

L'urbanisation constitue le principal moteur de la transformation de l'agriculture et de l'économie rurale. La croissance de la demande par agriculteur exige et rend possible la croissance de la productivité des agriculteurs et facilite l'intensification de la production agricole, en donnant naissance à une économie rurale de plus en plus intégrée à l'économie régionale.

Tant que la transition démographique se poursuit, la productivité urbaine reste deux ou trois fois plus forte que la « productivité rurale ». Les effets d'agglomération croissant avec la taille des villes, celles-ci ont une productivité d'autant plus élevée que leur population est plus nombreuse.

Pendant toute la phase de transition, l'économie urbaine reste marquée par une forte dualité entre un « secteur moderne » minoritaire en termes de population mais majoritaire en termes de valeur ajoutée et un « secteur informel » dont la vocation principale est d'accueillir et d'occuper le maximum de nouveaux venus, en leur procurant des moyens d'existence minimaux. Une ville efficace est une ville capable d'attirer les migrants et de leur permettre de s'intégrer rapidement dans la vie de la cité. Dans leur majorité, les immigrants récents, confrontés aux nouveaux besoins de dépense impliqués par la vie en milieu urbain, apparaissent comme pauvres, mais cette pauvreté relative est temporaire. Pendant cette phase de transition, la présence de pauvres en ville est donc inévitable. Une ville sans pauvres serait probablement une ville d'apartheid, refusant d'accueillir les candidats à l'immigration, et qui ne jouerait pas son rôle dans le processus de peuplement.

L'analyse du fonctionnement de l'économie populaire révèle le rôle moteur de la demande de biens et services essentiels comme le logement, la nourriture et les transports dans l'économie urbaine et régionale : une fraction importante de l'accroissement du produit brut s'explique par l'augmentation des « besoins essentiels » des ménages, résultant de la croissance démographique et de l'urbanisation. Quand une ville croît à un taux de l'ordre de 5 à 7 % par an, un tiers de son activité- et des revenus distribués - doit être consacré à s'équiper, à se

transformer et à entretenir son cadre de vie. Seules de mauvaises politiques ou l'insuffisance de l'investissement public de fonction locale peuvent empêcher que le besoin d'investissement résidentiel privé engendre l'épargne privée nécessaire.

Encadré 3

Du cadre conceptuel à la modélisation démo-économique et spatiale : quelques indications sommaires

La modélisation démo-économique accorde une grande importance à la variable démographique, précieux indicateur et principal facteur explicatif des changements de structure de l'économie des pays en voie de peuplement. A tout instant, la population totale du pays ou de la zone d'étude est répartie, sans distinction d'âge, de sexe ou d'activité, d'une part en divers « milieux » : la ville capitale, les villes moyennes, les petites villes, le milieu rural, d'autre part en trois strates reflétant à la fois des modes de production et de vie différents : la population primaire, la population non primaire moderne (publique ou privée), et la population non primaire informelle notée PNPI, qui constitue le solde.

Les variables de stock et de flux de ces « matrices de peuplement » (milieux en colonnes, strates en lignes) constituent l'une des entrées des modèles démo-économiques.

*L'activité économique qui est décrite dans ces modèles est censée rendre compte du comportement et du standard de vie observé des catégories de personnes (milieu*strate) décrites dans ces matrices de peuplement. Chaque personne tire ses revenus de plusieurs secteurs et types d'activité et de sources diverses, dans des proportions variant avec le milieu et la strate considérés. Et chaque catégorie de personnes engendre des activités dépendant entre autres des variables de stock et de flux qui la caractérise.*

Les dépenses d'investissement de chaque catégorie de personnes se composent de deux éléments : les investissements résidentiels calculés en fonction des transformations de la matrice de peuplement (extension du parc de logement) et de paramètres (rapport entre le coût de l'unité d'habitation et le revenu de la personne destinataire, coefficient d'entassement dans le parc existant, taux de renouvellement du parc existant,...), et les « autres investissements privés » qui résultent du solde entre l'épargne et les transferts en capital reçus et les dépenses d'investissements résidentiels. De même, les administrations ont des dépenses d'investissements de fonction locale et d'entretien du stock d'équipements publics adaptées aux besoins d'investissement résidentiel des ménages et d'autres investissements calculés par solde.

Les personnes classées en dehors de la strate « moderne » sont censées vivre dans un système économique dual, comprenant un niveau « de base » assurant une part des besoins essentiels, et un niveau « exposé ». Dans l'économie de base, c'est la demande exprimée par les individus qui constitue le moteur de l'offre, sans contraintes de ressources ni échanges autres qu'à faible distance. Il y a globalement égalité entre dépenses et revenus, entre valeur ajoutée et consommation. Si tout s'arrête dans le reste de l'économie, l'économie de base assure à toute la population concernée ce « minimum vital ».

L'économie exposée, à laquelle participent toutes les strates de la population, fonctionne de manière plus classique, sous contrainte de ressources et notamment de ressources extérieures. Si celles-ci décroissent ou s'annulent, l'économie exposée se rétracte ou disparaît même complètement.

Les seules institutions qui sont identifiées dans ce modèle sont les populations, à la fois consommateurs et producteurs, et les administrations. La population en tant que telle, et non via la main d'œuvre est facteur de production. Les valeurs ajoutées engendrées par le processus productif sont réparties entre les administrations et les populations qui transfèrent éventuellement une fraction des revenus ainsi collectés hors du pays ou de la zone étudiée.

*Le PIB « Ecoloc » est présenté dans divers tableaux, parmi les quels une matrice « milieux * strates » comparable à la matrice de peuplement. Le PIB urbain et le PIB rural ainsi déterminés sont aussi répartis entre les diverses villes et les diverses entités territoriales à l'aide de modèles d'allocation spatiale.*

Les seules données exogènes utilisées dans le paramétrage du modèle démo-économique national concernent le peuplement, les échanges extérieurs, et un ensemble de paramètres relatifs à la structure de la dépense des ménages, des institutions et des activités (coefficients de la matrice des échanges interbranches, contenu en importation). Les valeurs ajoutées, le « PIB Ecoloc » et ses diverses utilisations sont des résultats du modèle et non des données d'entrée. La concordance des résultats du modèle avec les agrégats officiels n'est ni systématique, ni obligatoirement recherchée. Dans la mesure où la modélisation démo-économique nationale et les comptes locaux apportent des informations nouvelles, il est légitime d'en attendre à terme une amélioration de ces comptes nationaux dont on sait qu'ils reposent aussi sur un grand nombre d'hypothèses et qu'ils sont aussi en partie « modélisés ».

Les transactions entre les comptes des institutions (ménages urbains, ménages ruraux, administrations), des biens et services, des activités, du capital, etc.. et entre les divers espaces considérés (dont le reste du pays, les pays limitrophes et le reste du monde) sont synthétisées dans un ensemble de Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) retraçant en ligne les revenus ou entrées et en colonne les dépenses ou sorties de chaque agent et de chaque compte.

Pour mettre en évidence les changements structurels, les comptes sont élaborés à quatre dates : aujourd'hui, il y a dix ans, dans 10 ans et dans 20 ou 30 ans. Ces images à moyen et long terme ne sont pas des projections, mais un moyen de visualiser divers états futurs plausibles du peuplement et de l'économie qui accompagne ce peuplement et de mettre en évidence les changements de structure auxquels il faut s'attendre à l'échelle d'une génération.

Les modèles démo-économique locaux utilisés pour l'étude d'une zone particulière ont une structure proche de celle du modèle national, mais ils font intervenir des « lois » spécifiques : par exemple, la fraction de la production locale qui est « exportée » vers le reste du pays fait intervenir la taille relative de la zone (fraction « exportée » décroissant avec la taille) et les caractéristiques relatives de son peuplement urbain et rural. Pour l'élaboration de la première maquette des comptes locaux précédant l'étude de terrain, les paramètres utilisés dans le modèle local sont ajustés pour retrouver à peu près les mêmes agrégats locaux que ceux dérivés de l'allocation spatiale des agrégats nationaux. Cette première maquette fournit très tôt dans le processus d'étude des ordres de grandeur vraisemblables à partir desquels les travaux de terrain pourront être organisés. L'image de l'économie locale ainsi obtenue est certes assez grossière mais elle a le mérite d'être exhaustive, au sens où toute la population, activités et transactions de la zone sont prises en compte, d'être systématiquement replacée dans son contexte national. Les allers-retour entre modélisation et enquêtes qui sont décrites dans le processus Ecoloc conduisent progressivement à un « modèle » de l'économie locale certes simplifié, mais utilisable pour l'élaboration de divers scénarios et l'organisation de débats sur les stratégies de développement local.

Références bibliographiques

Aerts J.-J., Cogneau D., Herrera J., de Monchy G. et Roubaud F. (2000), *L'économie camerounaise ; un espoir évanoui*, Karthala, Paris.

Arnaud M. (1998), *Dynamique de l'urbanisation de l'Afrique au sud du Sahara*, MAE et ISTED, Paris.

Arnaud M., Bossard L. Cour J.M., Yatta F.P. (2001), *Gérer l'économie localement en Afrique, Manuel Ecoloc*, OCDE et PDM, Paris.

Charmes J (2000), « The Contribution of Informal Sector to GDP in Developing Countries: Assessment, Estimates, Methods, Orientations for the Future » contribution au 4th Meeting of the Delhi Group on Informal sector Statistics, Geneva, 28-30 August.

Cour J.M., Snrech S. (1998), *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest : une vision à l'horizon 2020*, OCDE, Paris.

Cour J.M. (2000), *Population dynamics, urban-rural linkages and local development in West Africa : a demo-economic conceptual framework*. World Bank, Washington D.C, March.

_____ (2001), *Migrations, urbanisation et transformation du monde rural au Vietnam*, MAE et ISTED, Paris.

_____ (2003) *Urbanization and sustainable development: A demo-economic conceptual framework and its application to Vietnam*, MAE, Paris.

_____ (2003), « Sustainable development and poverty reduction strategy revisited: a demo-economic conceptual framework and its application to Ethiopia. Addis Ababa », EEPRI, January.

_____ (2004), « Cahiers d'études et de recherches francophones », *Agricultures*, Volume 13, Numéro 1, Janvier – Février. p.158-165.

_____ (2005), « Les bénéfices et le coût de l'urbanisation ». Forum Economique et Financier Franco-Vietnamien. Ambassade de France au Vietnam et ADETEF, Hanoi, juin.

Gunning J. (2005), « Why Give Aid? » in *Development Aid: Why and How? Towards strategies for effectiveness*, Proceedings of the AFD-EUDN Conference 2004, Notes and Documents N°22, Agence Française de Développement, Paris.

Kessides C. (2004), « The Contributions of Urban Development to Economic Growth and Poverty Reduction with a Special Focus on Sub-Saharan Africa », informal discussion paper prepared for the Cities Alliance, Washington, DC: June.

Mesplé-Somps S. (2001), « Présentation du modèle démo-économique développé par le Club du Sahel pour analyser le développement des économies locales d'Afrique de l'Ouest. Hypothèses et premières critiques », Document de Travail, Dial, DT/2001/01.

Naudet J.-D. (1999), *Trouver des problèmes aux solutions. 20 ans d'aide au Sahel*, OCDE, Paris.

Raffinot M. (2001) « Le modèle démo-économique et le processus ECOLOC », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, GTZ, juin.

Yeats A.J. (1989), *On the accuracy of economic observations : do Sub-Saharan trade statistics mean anything ?* World Bank, Washington D.C.

Le manuel du programme Ecoloc est disponible sur le site internet du Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) : www.pdm-net.org ou sur celui du Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest : www.oecd.org/sah.